



# LE DÉCHOUCAJ EN HAÏTI: CHUCHOTEMENTS FUTURISTES D'UN PASSÉ RÉVOLUTIONNAIRE



Dossier N°8 de Tricontinental  
Septembre 2018

*\*Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*



Edine Celestin / Kolektif 2 Dimansyon

En 1980, le magazine *Tricontinental*, publié par l'Organisation de la Solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (OSPAAAL), consacrait son numéro 119 à Haïti. Les rédacteurs écrivaient : « On ne sait que très peu de choses sur la lutte du peuple haïtien », dans la mesure où les impérialistes ont « érigé un mur de silence autour d'Haïti ». Ils ne voulaient pas qu'une campagne internationale se développe en défense des luttes du peuple – à l'époque, contre le régime dictatorial des Duvalier, qui avaient l'entier soutien des USA et de leurs alliés. « Malgré cela », écrivaient les rédacteurs, « des voix dénonçant les meurtres et l'injustice sociale en Haïti s'élèvent au-dessus du mur pour annoncer l'extension de la lutte du peuple et appeler à la solidarité mondiale ».

Ce mur est toujours debout. Les luttes du peuple sont rarement vraiment comprises au-delà du mur.

En juillet 2018, des manifestations contre le gouvernement ont éclaté en Haïti, prenant rapidement de l'ampleur.

L'élément déclencheur des manifestations fut la décision du gouvernement du Premier ministre Jack Guy Lafontant d'augmenter le prix des carburants, de 38 % pour l'essence et jusqu'à 51 % pour le diesel et le kérosène. L'augmentation a été annoncée pendant que tout le monde suivait le match de Coupe du monde de football entre le Brésil et la Belgique. On pense le gouvernement espérait que l'augmentation échapperait ainsi à la vigilance du public. La chance n'était pas du côté du Premier ministre. Quelques heures après la fin du match, des milliers de

personnes étaient descendues dans la rue, élevant des barrages et faisant éclater leur colère contre les boutiques qui vendaient des produits hors de la portée de la masse du peuple.

Le gouvernement a vite annulé l'augmentation. Mais les manifestations n'ont pas cessé. L'enjeu était plus important. Les revendications populaires sont devenues plus radicales : démission du Premier ministre, libération sans condition de toutes les personnes arrêtées sans raison au cours des manifestations, augmentation du salaire minimum. Le Premier ministre Lafontant, un inconnu installé par le président d'Haïti Jovenel Moïse, a démissionné. Il a fallu deux semaines à Moïse pour lui désigner un successeur – Jean Henry Céant, un homme haï pour son rôle comme avocat dans les affaires d'expropriation foncière (il est surnommé *volè tè* – ou « voleur de terre »). Pendant les deux semaines où Haïti est restée sans Premier ministre, le pouvoir n'a été représenté que par le président et le chef de la police nationale haïtienne, le Directeur général Michel-Ange Gédéon. Ils sont tous deux considérés comme illégitimes. La nomination de Céant n'a rien arrangé.

La nature illégitime du gouvernement est clairement indiquée par le nom que le peuple donne à sa révolte – *déchoukaj* (extirpation). C'est le terme déjà utilisé dans les années 1980, lors des manifestations contre le régime de Jean-Claude Duvalier. Le peuple voulait qu'il s'en aille, lui et son gouvernement. Ces revendications étaient très courageuses. Elles émanaient du plus profond de l'histoire d'Haïti : elles avaient germé lors de la

révolution de 1791, s'étaient enracinées dans le combat contre l'occupation usaméricaine en 1929, encore plus profondément dans les combats difficiles contre les Duvalier, puis s'étaient épanouies à notre époque dans la lutte contre l'austérité. Le peuple haïtien s'est soulevé contre la politique du Fonds Monétaire International en 1997, puis deux fois encore contre les augmentations du prix des carburants (2000 et 2003). Son arme, c'est la volonté d'indépendance et la haine de l'injustice.

Le dossier n° 8 de **l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale** (Septembre 2018) fait le point sur les événements qui ont eu lieu cet été en Haïti et sur leur signification à long terme. Ce dossier est basé sur les rapports de la Brigade Solidarité Jean-Jacques Dessalines du Mouvement des Sans Terres du Brésil (MST), et du groupe du Mouvement Populaire Patria Grande d'Argentine. Nous leur sommes reconnaissants pour leur rapport de terrain détaillé, ainsi qu'à Camille Chalmers de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif ([Papda](#)) et au Dr. Yvette Bonny pour son travail sur la santé en Haïti.



Edine Celestin / Kolektif 2 Dimansyon

## L'Histoire du « Mauvais Exemple »

Le présent d'Haïti est le produit de son histoire comme île où régnait l'économie esclavagiste de plantation, un centre d'extraction de matières premières par une main-d'œuvre odieusement exploitée pour alimenter l'essor industriel en Europe et aux USA. Mais la magnificence de la Révolution Haïtienne de 1791 à 1804 a fait voler cette expérience en éclats. Haïti, à la fin du 18e et au début du 19e siècles, était à l'avant-garde de l'humanité et de l'humanisme. On ne peut pas parler d'Haïti sans commencer par la Révolution Haïtienne, précurseur des révolutions aux Amériques, l'impensable révolution, une révolution des maudits, des laissés pour compte. Cette révolution serait étouffée et trahie, une révolution que la caste des planteurs et leurs partisans ont tenté d'étouffer. Et si Haïti avait pu mener sa révolution jusqu'au bout ? Quel aurait été alors le sort des Américains ?

Le triomphe de la Révolution Haïtienne – ne fût-ce que pendant quelques années – et la création d'une République Noire est d'une grande importance. L'historien trinitadien C. L. R. James l'a évalué de la façon limpide dans son livre *The Black Jacobins* (1938).

Cette révolte est le seul exemple dans l'histoire d'une révolte d'esclaves victorieuse, et les obstacles qu'elle a dû surmonter témoignent de l'ampleur des intérêts qui

étaient en jeu. La transformation des esclaves, d'une foule qui tremblait devant un seul homme blanc, en un peuple capable de s'organiser et de défaire les plus puissantes nations européennes de l'époque, constitue l'une des grandes épopées du combat révolutionnaire réussi.

Cependant, malgré son caractère radical et un soutien massif, la Révolution n'a pas réussi à briser la dialectique de domination qu'avait imposé le capitalisme mercantile. Cet échec fut moins une contre-révolution – une *défaite*, en d'autres termes – qu'une « révolution interrompue », concept proposé par le sociologue brésilien Florestan Fernandes (1980). Il ne fait pas de doute qu'Haïti était coincée dans une position de subordination dans le cadre d'un système capitaliste mondial inégalitaire (Samsonov, 2010). Mais néanmoins, le peuple haïtien a continué de se battre contre cette condition. Sa révolution n'a été qu'interrompue, mais pas vaincue.

Aux yeux des puissances impérialistes, Haïti faisait figure de *mauvais exemple*. L'idée d'un soulèvement d'esclaves hantait les cauchemars des planteurs et de leurs alliés en Europe et aux USA. Le peuple haïtien, mené par Jean-Jacques Dessalines (1758-1806), s'était soulevé à l'instar des masses jacobines françaises, menées par Danton et Robespierre, et dans l'esprit des rebelles indigènes andins, menés par Tupac Amaru II. L'idée que les masses noires, indigènes et paysannes, se soulèvent et abattent la machine de l'exploitation et de la dépendance terrifiait les classes dirigeantes.



Les classes dirigeantes ne pouvaient pas tolérer cette révolution. Il fallait l'anéantir. L'Haïti révolutionnaire fut rapidement isolée et soumise à embargo. Les Français et leurs alliés, furieux de l'insolence du peuple haïtien, sanctionnèrent la nouvelle république. En 1825, les Français exigèrent qu'Haïti dédommage les planteurs pour la perte de leurs biens – y compris les êtres humains – comme condition de la reconnaissance de la république. Si Haïti ne payait pas cette compensation, la France la menaçait d'une occupation militaire. Quatorze navires de guerre furent envoyés au large du pays (Duval, 2017). La France, qui avait déjà sucé Haïti jusqu'à la moelle, assumait maintenant au nom de l'esclavagisme le rôle de créancier contre le peuple haïtien. Haïti paya jusqu'au dernier sou, à des taux exorbitants, depuis les années 1820 jusqu'en 1947. La dette est aujourd'hui évaluée à 22 milliards de dollars – une somme énorme pour le pays. Le pompage de ces richesses a laissé Haïti dans un état dramatique.

Ce qu'on a fait à Haïti à partir de 1825 laissait présager de ce qu'on ferait à Cuba à partir de 1959.

En 1898, les USA ont affirmé leur puissance dans les Antilles, chassant les Espagnols lors de la guerre hispano-US et occupant Cuba, la République Dominicaine, Haïti et Porto Rico (Bosch, 2017). En 1917, durant la période de l'occupation usaméricaine d'Haïti, la Constitution fut réécrite, permettant aux étrangers de posséder des terres en Haïti – ce qui était interdit depuis l'époque de Dessalines. Le mécontentement provoqué par cette loi fut réprimé par la gendarmerie haïtienne – une force armée

créée par les Marines US pour maintenir l'« ordre ».

Entre quinze et trente mille Haïtiens périrent victimes de la répression, mais cela n'empêcha pas une révolte paysanne d'éclater en 1919-1920, ainsi qu'une série de grèves en 1929. Le leader de ce mouvement – Charlemagne Mhoasséna Péralte (1886-1919) – lutta avec sa bande de *cacos*<sup>i</sup> pour défendre les droits du peuple haïtien. Il fut tué d'une balle au cœur tirée par un marine US. Péralte était pour Haïti l'équivalent de Sandino, le révolutionnaire nicaraguayen, qui connut un sort identique en 1934.

La révolution haïtienne fut seulement « interrompue », mais pas vaincue.

Dès 1950, et pendant plus de trente ans, les USA ont soutenu les dictatures successives de François Duvalier (Papa Doc) et de son fils Jean-Claude (Baby Doc). Les Duvalier ont maintenu Haïti dans un rôle de dépendance en périphérie du système capitaliste mondial. Un marasme économique généralisé, allié à la paranoïa des dictateurs, a conduit à l'emploi de la force brutale pour contrôler une population mécontente. Les milices paramilitaires des Duvalier – les Tontons macoutes, formés par la mission militaire US – ont tué plus de 50 000 personnes au cours de cette période, enfonçant leur idéologie anti-communiste et antipopulaire dans la société par la peur et le mensonge. Le mécontentement des masses a renversé le régime Duvalier en 1986.

Mais le nouveau régime démocratique a vu le jour dans un pays ruiné par le régime des Duvalier et de leurs comparses. Haïti s'est adressée au FMI, qui, avec le Département d'État des USA, lui a « recommandé » une politique contraignante de libéralisation commerciale. Il n'était pas question d'effacer la dette odieuse – dette contractée par une dictature sans consulter le peuple. Les tentatives de lutter contre ce système par le mouvement populaire – ce qu'on a appelé des lavalas (averse, avalanche ou glissement de terrain), sous la direction de l'ancien prêtre Jean-Bertrand Aristide – ont été balayées par deux fois par les coups d'État de 1994 et 2004. Sur l'instigation des USA, les Nations Unies ont envoyé la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) en juin 2004. En 2017, l'Associated Press a publié une enquête détaillée qui montrait les forces de Nations Unies comme une armée d'occupation sans pitié. On a constaté des milliers de cas de viol et de torture ainsi qu'une épidémie de choléra – un désastre pour Haïti – introduite par la « force de maintien de la paix », qu'on retrouve dans toutes sortes d'activités contraires à son mandat.

Les souffrances subies par le peuple haïtien ont été aggravées par le séisme qui a frappé le pays en janvier 2010. Plus de 300 000 personnes sont mortes dans cette tragédie. Une fois encore, Haïti n'a pas fait l'objet d'un élan humanitaire universel. Au contraire, le FMI a utilisé cette crise pour accroître la dépendance d'Haïti en lui « accordant » un prêt supplémentaire de 114 millions de dollars. Depuis lors, les termes de ce prêt ont contribué à réduire encore la souveraineté d'Haïti. Le pays

avait besoin de solidarité, pas d'un prêt à taux usuraire.

L'histoire d'Haïti est marquée par la conquête, l'occupation et la mise sous tutelle. La violence et la dette définissent ses rapports avec le monde extérieur. Il existe une tentation raciste de rendre les Haïtiens responsables de leurs problèmes ou de considérer les calamités qui les frappent comme des fléaux naturels. Aucune de ces deux explications n'est la bonne. Elles ignorent l'évidence : le rôle brutal qu'a joué le commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques (Grüner, 2010) et le refus de l'Occident de laisser Haïti respirer librement. La même histoire de dépendance et de révolte se répète : depuis les banquiers français du 19<sup>e</sup> siècle au FMI du 21<sup>e</sup> siècle, depuis les armées contre-révolutionnaires du général Leclerc jusqu'à la MINUSTAH de l'ONU, de Napoléon à Bill Clinton, du capital marchand au capital financier, de la plantation à la plantation, de la monoculture de la canne à sucre à la ruine de la culture du riz. La dialectique entre subordination et lutte est au cœur de l'histoire d'Haïti.

# *Rompre avec le passé*

Juste avant la Révolution Haïtienne, le colon français La Barre écrivait à sa femme,

Nos Nègres ne bougent pas ... Ils n'y pensent même pas. Ils sont très tranquilles et obéissants. Il est impensable qu'ils puissent se révolter... Les Nègres sont très obéissants et le seront toujours. Nous dormons portes et fenêtres grandes ouvertes. Pour eux la liberté est une chimère (Trouillot, 2017).

Les impérialistes s'attendent à ce que les peuples asservis le restent à perpétuité. En 1791, comme en 2018, les événements ont fait voler cette illusion en éclats.

Un soulèvement populaire massif a éclaté à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, puis s'est rapidement étendu au reste du pays après le 6 juillet. Les protestations étaient radicales ; les gens ont occupé la rue en quelques heures. La Police nationale s'est retirée dans ses casernes. La liste des actions de rue comprenait des rassemblements populaires, l'érection de barricades ; des pneus ont été brûlés, et des boutiques, des supermarchés, des sièges sociaux de firmes multinationales, des hôtels de luxe et des bâtiments officiels, incendiés. Vingt personnes sont mortes, le nombre de blessés est indéterminé. En réaction aux manifestations, un grand nombre de syndicats

et d'organisations, urbaines, paysannes et autres, ont appelé à se mobiliser devant le Palais National et convoqué une grève générale pour les 9 et 10 juillet. Cette grève, grâce aussi au blocage des transports publics par les syndicats, a complètement paralysé le pays. Le peuple a ainsi manifesté son large soutien à ces mouvements de protestation.

L'élément déclencheur du soulèvement a été l'augmentation des prix des carburants, et la manière dont elle a été décidée et instaurée. En mai, le gouvernement a signé un accord avec le FMI. Par cet accord, le FMI autorisait une transfusion de dollars pour permettre à Haïti de rembourser ses créiteurs. En échange, Haïti devait adopter certaines « réformes », dont la suppression des subventions aux carburants. La Banque interaméricaine de développement offrait 40 millions de dollars supplémentaires si Haïti acceptait d'accélérer l'adoption du paquet de « réformes » demandées par le FMI. La Banque voulait, non seulement qu'Haïti supprime les subventions aux carburants, mais aussi qu'elle privatise la compagnie nationale d'électricité (EDH – Electricité d'Haïti). L'augmentation des tarifs des carburants et de l'électricité – conséquence naturelle de la privatisation – aurait pesé très lourdement sur la classe ouvrière et les pauvres de cette société ruinée par les détournements de fonds publics.

Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique. C'est aussi une des sociétés les plus inégalitaires au monde. Elle a le PIB le plus bas de l'hémisphère occidental. Le salaire minimum dans les « zones franches » spécialisées dans la production de

marchandises destinées à l'exportation est de moins de 5 dollars par jour, tandis que 58 % de la population survit avec moins de 2 dollars par jour, selon le Programme des Nations Unies pour le développement. La faim et l'insécurité alimentaire affectent 6 millions d'Haïtiens sur 10 millions, selon la FAO. Le taux de l'inflation est officiellement de 15%, mais tout le monde sait que les prix grimpent à la vitesse d'un cheval au galop. La monnaie nationale, la *gourde*, est constamment dévaluée par rapport au dollar. La plus grande partie des infrastructures, lourdement frappées par le tremblement de terre de 2010, est encore dans un triste état. En Haïti, les régions rurales sont totalement négligées, et leur agriculture souffre cruellement du manque d'investissements financiers. Les secteurs de la santé et de l'éducation sont presque totalement privatisés, ce qui les rend inaccessibles à de larges segments de la population. Les finances publiques d'Haïti sont ruinées, les salaires ne sont pas payés et la richesse est escamotée vers les paradis fiscaux.

Dans ce contexte, il est facile de comprendre qu'un million de personnes – un Haïtien sur dix – ait décidé de descendre dans la rue. Le prix des carburants a servi de catalyseur, mais le mécontentement n'était pas dû uniquement au prix des carburants. L'énergie radicale libérée par les manifestations n'a pas pu être contenue par le retrait de l'augmentation du prix des carburants ou par la répression. Ce fut le *dechoukaj* – l'éradication, l'épuration.



Edine Celestin / Kolektif 2 Dimansyon



# L'épuration

Les manifestations de 2018 en Haïti ne sont pas un phénomène nouveau. Elles sont semblables à d'autres mouvements de protestation dans le monde entier, depuis le *Caracazo* de 1989 au Venezuela jusqu'aux manifestations de la Place Tahrir, en Égypte, en 2011. Ces protestations ont un caractère résolument urbain, dans un pays aux profondes racines rurales. Elles sont une protestation contre la misère.

*La question paysanne.* La moitié des travailleurs d'Haïti est employée dans l'agriculture, bien que ce secteur ne constitue que 25 % du PIB du pays. La politique de libéralisation du commerce du FMI a fait baisser les droits de douane sur les importations agricoles et découragé les investissements dans l'agriculture ; elle a fait augmenter le chômage rural, encouragé l'exode vers une capitale surpeuplée et créé une main-d'œuvre qui fait la queue pour être embauchée par les petites usines des « zones franches ». Alors qu'Haïti produisait autrefois assez de riz pour subvenir à ses besoins, il en importe maintenant des USA. En 2018, le premier acteur des luttes a été la classe ouvrière urbaine. La paysannerie – ouvriers agricoles et petits paysans – y a peu participé.

*Agents de l'Histoire.* Le fait que les travailleurs agricoles et les petits paysans n'aient pas participé massivement [au mouvement de juillet 2018, NdT] dans un pays où la classe paysanne est

nombreuse nous amène à aborder le débat, classique dans la théorie marxiste, sur l'agent de la transformation sociale. Depuis que Lénine a formulé la théorie de l'alliance ouvriers-paysans dans sa contribution à la Révolution Russe de 1917, c'est devenu une évidence que dans les « sociétés paysannes », l'alliance ouvriers-paysans est une base essentielle du changement révolutionnaire. Dans des pays comme Haïti, le fossé politique entre travailleurs urbains et travailleurs de la terre est profond – même quand il est en partie comblé par des liens familiaux. L'exode rural vers la ville a créé un océan de pauvreté. Cette population marginalisée – étrangère à la société – est devenue un élément central des insurrections contre la société néolibérale (comme pendant les Guerres de l'eau et du gaz en Bolivie et les révoltes populaires en Argentine). Il est indispensable de se pencher sur cette absence d'alliance ouvriers-paysans et cette population urbaine déshéritée.

*Spontanéité.* Les manifestations se sont étendues rapidement : en quelques heures, le calme a fait place à l'insurrection généralisée, avant le retour à la démobilité quelques semaines après. Bien sûr, certaines forces organisées ont été impliquées au départ et dans la poursuite des manifestations, et, en effet, ces forces ont dirigé la grève générale de juillet. Mais, dans de nombreuses régions du pays, les manifestations qui ont éclaté spontanément, ont toutefois montré une certaine clairvoyance : les masses déshéritées ont « inscrit » leur frustration sur le paysage de la ville. En témoignent de la façon la plus criante les attaques contre les emblèmes de l'opulence – hôtels, boutiques, ambassades et bâtiments officiels. La rage

de la population est à la base de ces attaques. D'autre part, l'essoufflement de l'insurrection démontre les points faibles de la spontanéité – un thème qui avait été abordé lors du célèbre débat entre Lénine et Rosa Luxemburg. Clairement, si la spontanéité est un élément primordial, l'organisation est essentielle à la poursuite de la lutte.

*Protestation, mais pas révolution.* Il n'y a pas de révolution en cours en Haïti. Il est trop optimiste de croire que les événements de juillet sont une révolution. Ce que nous avons sous les yeux, dans ce genre de manifestations anti-néolibérales, c'est un sursaut d'énergie, une réaction à la dureté des politiques néolibérales. Le capitalisme et les politiques néolibérales ont frappé durement les sociétés, en désarticulant la vie sociale et politique, et ont plongé les populations dans le désespoir. Les émeutes spontanées sont une réaction à ce désespoir. Elles n'illustrent pas l'émergence d'un nouveau cycle de la lutte des classes, elles ne sont pas l'expression d'un développement idéologique et organisationnel rigoureux. Des restes de rancœur de classe persistent, mais ils n'ont pas été canalisés dans des mouvements et des organisations. La résolution de ces crises et le succès des soulèvements dépendent d'un certain nombre de facteurs :

- 1) L'existence d'organisations politiques du peuple.
- 2) La capacité de ces organisations à orienter l'énergie du peuple.

- 3) Le travail de préparation effectué par ces organisations auprès du peuple.
- 4) La création d'un plan d'action coordonné.
- 5) Le développement d'une stratégie émanant du peuple.
- 6) La capacité de cette organisation à guider le peuple sans se substituer à lui.

À défaut d'un tel travail de préparation, un soulèvement est aisément vaincu. La classe dominante, avec une très grande virulence, exploite ces défaites pour affermir son pouvoir.

Il n'y a pas de raisons de se montrer trop pessimiste. L'insurrection massive de juillet 2018 nous rappelle la « révolution interrompue », les murmures dans le vent qui s'organisent là où ils ne peuvent être entendus des classes dirigeantes. Malgré des siècles de pillage et de dévastation sociale, le peuple haïtien couve en son sein ses traditions de révolte. En 1962, C. L. R. James a publié une nouvelle édition de son étude sur la Révolution Haïtienne (*Les Jacobins noirs*). Cette fois-ci, James a ajouté un appendice qui commence par une comparaison entre la Révolution Haïtienne de 1791 et la Révolution Cubaine de 1959. Quand C. L. R. James a pris la plume, les USA avaient mis Cuba sous embargo et utilisé tous les moyens pour abattre la Révolution Cubaine. Ce fut un échec. Les mots que James a écrits pour définir la nature des révoltes dans les Caraïbes sonnent aussi justes maintenant qu'en 1962,

Dans un chapelet d'îles disparates, le processus consiste en une série de périodes non coordonnées, ponctuées d'éruptions, de soubresauts et de catastrophes. Mais la nature profonde du mouvement est claire et forte.

Le mouvement profond mène vers la création d'une société du peuple, ce qui est une autre façon de dire que le mouvement se dirige vers le socialisme.



Par leur bravoure, leur ténacité et leur dévouement indomptable à la cause de la libération du pays, les cacos ont représenté sous l'occupation, " l'expression la plus héroïque et la plus achevée de la conscience nationale ".

(...) Qui sont les cacos ? Des paysans que l'enrôlement périodique dans les armées révolutionnaires a politisé à sa façon. Braves, hirsutes et terribles, ils sont parfois réputés des " sans mamans ". Pilleurs à l'occasion, mais le plus souvent soldats au service d'une cause, ils inspiraient de la frayeur aux élites possédantes de Port-au-Prince qui associaient leur image à celle de la " terreur caco ". Les Américains les appelleront des " bandits ". Pour l'histoire haïtienne, ce sont eux qui vont pratiquement monopoliser la résistance armée consciente et délibérée à l'Occupation nord-américaine. (Leslie Manigat, *L'Amérique latine au xxe siècle 1889-1929*)



Edine Celestin / Kolektif 2 Dimansyon

## Bibliographie

C. L. R. James, *Les Jacobins noirs: Toussaint L'Ouverture et la Révolution de Saint-Domingue (nouvelle édition)*, éditions Amsterdam, Paris 2017

Dmitri Prieto Samsónov, *Transdominación de Haití*, Ciudad de La Habana, Instituto Cubano del Libro, Editorial de Ciencias Sociales, 2010.

Eduardo Grüner, *La oscuridad y las luces: capitalism, cultura y revolución*, Buenos Aires, Edhasa, 2010.

Florestan Fernandes, *A natureza sociológica da sociologia*, São Paulo, Ática, 1980.

Jérôme Duval, '[Haïti : De la traite à la dette](#)', Politis, 19 septembre 2017.

*Juan Bosch: Para comprender Haití*, ed. Matías Bosch Carcuro, Santo Domingo, Fundación Juan Bosch, 2017.

Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past*, Boston: Beacon Press, 1997.

Tricontinental: Institute  
for Social Research *is an  
international, movement-driven  
institution focused on stimulating  
intellectual debate that serves  
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de  
Recherche Sociale *est une  
institution soutenue par des  
organisations militantes et  
dont l'objectif est de stimuler le  
débat intellectuel au service des  
aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org